



FICHE D'INTERVENTION PPECF



N° Contrat	Titre et lieu de l'intervention				Pays		
C038	Sécurité alimentaire des bases de vie et des populations riveraines des concessions forestières FSC : Etudes de cas (CIB-Pokola et ROUGIER-Mokabi)				Congo		
Thématique ¹							
1	Systèmes de certification	7	EFIR	13	Gestion et protection de la faune	19	Traçabilité
2	Réseaux professionnels	8	Social interne	14	HVC	20	Etude / Diagnostic / Plan d'action
3	Conditions cadres gestion durable	9	Populations riveraines	15	Management	21	Marketing
4	Partenariat au niveau paysage	10	Populations autochtones	16	Suivi-évaluation	22	Communication / sensibilisation
5	Légal et réglementaire	11	Développement local	17	Hygiène, Sécurité, Santé	23	Monitoring PPECF
6	Technique aménagement	12	Environnemental	18	Formation/coaching	24	Facilitation et avis externes

Bénéficiaire(s)	Type	Prestataire(s)	Mode d'attribution
Rougier MOKABI CIB/OLAM	Concessionnaire	EGIS BDPA	AO restreint

Montant total de l'intervention (Euro)	Financement PPECF (Euro)	Cofinancement bénéficiaire(s)	Signature (date)	Durée prévue	Durée effective
82.680	72.030	13 % de l'intervention 0 % des honoraires	10.01.2014	2 mois	8 mois

Commentaires

L'étude a été attribuée à EGIS-Bdpa suite à un appel d'offre restreint pour lequel 8 bureaux d'études avaient été contactés (invitation à soumissionner envoyé le 6.09.2013). Au final, seulement 2 bureaux avaient soumis une offre technique et financière. Suite à la première mission sur place il a été décidé de remplacer le sociologue national par un expert pêche international pour la deuxième mission. Un avenant a été signé.

Le montant payé par le PPECF représente les frais de prestation du bureau d'étude EGIS (Organisation des missions 1 et 2), la contribution en nature (logement, restauration et déplacements dans leur zone d'intervention respective) de CIB/OLAM et Rougier Mokabi a été estimée à 150€/jr x 71jrs = 10.650€.

Principes et critères du référentiel FSC
<p>C4.3 : L'Organisation doit offrir des opportunités raisonnables, en termes d'emploi, de formation et d'autres services, aux communautés, aux sous-traitants et aux fournisseurs locaux, proportionnellement à l'échelle et à l'intensité de ses activités de gestion.</p> <p>C4.4 : L'Organisation doit mettre en œuvre, par le biais d'une concertation avec les communautés locales, d'autres activités contribuant à leur développement social et économique, proportionnellement à l'échelle, à l'intensité et aux impacts socioéconomiques de ses activités de gestion.</p>
Mots clés
Sécurité alimentaire ; Développement local ; activités génératrices de revenus ; CIB/OLAM ; Rougier ; Mokabi ; Kabo ; Loundougou ; EGIS, Congo
Résumé de l'intervention
<ul style="list-style-type: none"> Les travailleurs forestiers (et leur famille) sont logés de manière permanente sur plusieurs sites. L'isolement affecte principalement les sites forestiers ainsi que ses habitants qui se tournent vers les sources protéinées issues de la chasse illégale, moins coûteuses que celles fournies par l'économat. Par ailleurs, la production locale des cultures maraîchères n'arrive pas à satisfaire la demande. Les produits disponibles sur le marché viennent essentiellement de grandes villes/centres urbains, alors qu'ils peuvent être produits sur place. Les entreprises CIB/OLAM et Rougier

1

Thématique principale	Thématique secondaire	Thématique tertiaire
-----------------------	-----------------------	----------------------

font également face à ces difficultés persistantes dans les camps des travailleurs à Mokabi, Kabo et Loundougou. En effet, la fermeture de l'unité de transformation à Kabo a généré environ 200 chômeurs dont une bonne partie s'est lancée dans la chasse illégale. Quant à Loundougou, l'isolement incite les habitants à consommer les produits de la chasse illégale. Par ailleurs, la production locale des cultures maraîchères n'arrive pas à satisfaire la demande. S'agissant de L'UFA Mokabi-Dzanga (Rougier), le problème se résume en un accroissement très rapide des surfaces agricoles (qui ont doublé en 6 années). Cette situation est critique et rend impératif le passage à une agriculture durable. A défaut des conflits sont pressentis à moyen terme entre les populations et l'entreprise forestière.

- En vue de proposer des alternatives et les actions liées pour soutenir la sécurisation alimentaire des bases vie et des populations riveraines des concessions forestières Rougier-Mokabi et CIB-Pokola, cette prestation a été menée avec l'expertise du bureau EGIS BDPA. La prestation a été menée en deux missions principales, la première a eu lieu du 07 au 19 Février 2014. Cette intervention a permis chez Mokabi d'identifier et de proposer un panel d'activités pour renforcer la production d'origine végétale (maraîchère et fruitière), et animale (poisson et viande), pour l'ensemble de la population, y compris les travailleurs notamment les équipes mobiles de prospection et d'abatteurs d'une part, et d'autre part d'analyser des possibilités de développement du secteur de la micro finance ; une dernière activité proposait la production de compost pour rehausser la fertilité dans les séries de développement communautaires. Après obtention du rapport, Rougier a décidé que l'activité production de compost en régie était trop chère, qu'elle allait continuer l'activité production maraîchère et fruitière directement avec les promoteurs sans aide extérieure, qu'elle souhaiterait que la deuxième mission poursuive la réflexion sur la production et l'exploitation des ressources halieutiques et qu'elle étudie les possibilités de développer les services d'un Etablissement de Microfinance dans les UFA. Sur 9 propositions faites suite à la première mission, CIB a demandé de poursuivre les projets « aviculture et pisciculture », « développement de la pêche (marécage et rivière) » et « achat/stockage/vente différée sur le poisson fumé ».
- La deuxième mission réalisée en juin 2014 a précisé le plan d'action et les budgets nécessaires pour réaliser ces différents projets.

Commentaires

Chacune des propositions développées pour la sécurité alimentaire, notamment à l'issue des missions 1 et 2 d'EGIS ont fait l'objet d'une procédure de validation, par les entreprises CIB et Rougier.

Principaux produits livrés, résultats enregistrés et impacts observés depuis l'intervention

Deux rapports d'étude « Sécurité alimentaire des bases de vie et des populations riveraines des concessions forestières FSC : Etude de cas (ROUGIER Mokabi) » et « Etude de cas (CIB Pokola) ».

Utilité des résultats de l'intervention pour le bénéficiaire

- évaluation et réalisation d'un diagnostic agricole des séries de développement autour des bases-vies ;
- l'intervention propose des solutions, notamment des projets et actions à mener/soutenir pour sécuriser et diversifier les sources alimentaires sur les sites d'exploitation de la CIB-Olam et de Rougier au nord Congo ;
- elle propose aussi une analyse des risques par rapport aux expériences du passé liée à la sécurisation alimentaire des employés de la CIB et un programme de sensibilisation qui accompagnera les actions proposées sur les différents sites pilotes (Mokabi, Kabo et Loundougou) ;
- le bénéficiaire a réalisé l'importance d'un plan de gestion des Séries de Développement Communautaire (SDC), et d'une utilisation rationnelle des terres agricoles ;
- l'étude a contribué à consolider les entreprises CIB et Rougier dans le respect du principe 4 du standard FSC, pour lequel ils sont engagés.

Utilité des résultats de l'intervention pour une autre structure / un autre concessionnaire

- les services déconcentrés du Congo bénéficieront de l'intervention indirectement, puisque ce projet souhaite minimiser l'impact de l'homme sur la faune et la biodiversité dans les UFA ;
- en plus l'intervention permettra de renforcer le développement rural en concevant des mécanismes pour assurer la sécurité alimentaire des sites industriels tout en créant des activités génératrices de revenus pour les populations riveraines ;
- le projet renforcera les capacités d'organisation des coopératives identifiées dans la zone, et leur suivi par des formations appropriées faites par les Cellules d'aménagement ;
- les actions mises en œuvre ont un impact social certain, car renforcent (directement ou indirectement) l'organisation de certains acteurs, en coopératives ou Conseil de Concertation.

Utilité des résultats de l'intervention pour les partenaires techniques et financiers

- les actions proposées pour renforcer la sécurité alimentaire sur les sites de CIB et Rougier feront appel à des financements externes et de l'expertise technique dans leur mise en œuvre

Leçons apprises / conseils / sujets à approfondir en phase II


- dans chacune de ces actions proposées, la complémentarité FDL et produits de crédits d'un EMF est à rechercher pour obtenir un effet levier qui renforcera durablement l'économie locale ;
- au niveau de l'EMF, une évolution des produits financiers, sans renoncer aux principes de l'épargne et crédit et au

taux pratiqué, doit avoir lieu pour mieux les adapter aux besoins de la zone (durée, période de différé, montant) et ainsi les ouvrir aux communautés autres que les salariés ;


- il a été recommandé d'**améliorer la nutrition du sol** par l'apport de branches et houppiers (déchets) en provenance de la forêt, ceci a été **jugé trop couteux et complexes à organiser par les bénéficiaires. Si les plans sont trop complexes, ils découragent les bénéficiaires à les mettre en œuvre** ;
- un plan d'affectation et de gestion des SDC serait à mettre en œuvre (réalisation en cours par le gouvernement), afin de pouvoir appuyer sur la base de ce plan de gestion, les recommandations des consultants ;
- **plus de deux ans après les missions, aucun projet concret défini par les experts n'a été mis en œuvre. Les investissements sont lourds, les résultats long terme incertains** ;
- entre la demande d'appui et la délivrance du rapport final se sont écoulés 12 mois, dont 3 pour la procédure d'appel d'offre.

Documentation disponible sur le site web www.ppecf-comifac.com


 [TdR C038](#)

 [Appui à l'organisation de « Sécurité alimentaire des bases de vie et des populations riveraines des concessions forestières FSC : Etudes de cas \(CIB-Pokola et ROUGIER Mokabi\)»](#)

Autres documents en relation avec cette étude sur le site web www.ppecf-comifac.com

 [Étude socio-économique de la base vie SFID Mbang – Phase 1 \(C001\)](#)

 [Réhabilitation du parc de logement des salariés de Mbang - Base vie SFID Cameroun \(C039\)](#)

 [Rapport de mission « Diagnostic et renforcement du modèle de gestion des projets de développement communautaires de la SFID à Djoum \(Cameroun\) » \(C040\)](#)

 [Étude de faisabilité de la mise en place d'un système de microcrédit sur le site de Djoum \(C074\)](#)